

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2014/202317]

27 MAART 2014. — Decreet tot wijziging van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie dat ertoe strekt het toepassingsgebied van de bepalingen betreffende de intercommunales uit te breiden naar de monoregionale en interregionale intercommunales waarvoor het Waalse Gewest bevoegd is (1)

Het Waalse Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. In artikel L1511-1 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie worden de woorden "waarvan het rechtsgebied binnen de grenzen van het Waalse Gewest ligt" vervangen door de woorden "waarvoor het Waalse Gewest bevoegd is".

Art. 2. Artikel L3111-1, paragraaf 1, eerste lid, van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie wordt gewijzigd als volgt : punt 3° wordt vervangen door wat volgt :

"3° over de intercommunales en de projectverenigingen waarvoor het Waalse Gewest bevoegd is;"

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 27 maart 2014.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,

J.-M. NOLLET

De Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,

A. ANTOINE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Buitenlandse Handel en Nieuwe Technologieën,

J.-Cl. MARCOURT

De Minister van de Plaatselijke Besturen en de Stad,

P. FURLAN

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

Mevr. E. TILLIEUX

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,

Ph. HENRY

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,

C. DI ANTONIO

Nota

(1) *Zitting 2013-2014.*

Stukken van het Waals Parlement, 999 (2013-2014). Nrs 1 tot 3.

Volledig verslag, plenaire zitting van 26 maart 2014.

Bespreking.

Stemming.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2014/202315]

13 FEVRIER 2014. — Accord de coopération entre la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale relatif aux intercommunales interrégionales

Vu l'article 162 de la Constitution;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, en particulier son article 92bis, § 2, d);

Vu le décret du 6 juillet 2001 portant réglementation de la coopération intercommunale;

Vu le décret de la Région wallonne du 27 mai 2004 portant confirmation de l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 avril 2004 portant codification de la législation relative aux pouvoirs locaux (Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation);

Vu l'ordonnance du 19 juillet 2001 organisant la tutelle administrative sur les intercommunales de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu la loi du 22 décembre 1986 relative aux intercommunales;

Considérant qu'il convient de garantir aux communes la pleine effectivité de leur liberté d'association;

Considérant que les trois Régions ont l'obligation, en exécution de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, de conclure un accord réglementant les questions relatives à la tutelle administrative sur les intercommunales dont le ressort dépasse les limites d'une seule Région du Royaume;

La Région flamande, représentée par le Gouvernement flamand, en la personne de son Ministre des Affaires administratives, des Affaires intérieures, de l'Intégration civique, du Tourisme et de la Périphérie flamande de Bruxelles;

La Région wallonne, représentée par le Gouvernement wallon, en la personne de son Ministre-Président et de son Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville;

La Région de Bruxelles-Capitale, représentée par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, en la personne de son Ministre-Président, compétent pour les pouvoirs locaux;

ci-après dénommées « les Parties contractantes »,

Ont convenu ce qui suit :

Article 1^{er}. Définitions

Aux fins du présent accord, on entend par :

1^o intercommunale interrégionale : association de communes dans un but d'utilité publique à laquelle des communes de plus d'une Région sont affiliées;

2^o droit applicable : l'ensemble de la réglementation établie par une Région en matière :

- d'organisation et de fonctionnement des intercommunales;
- de tutelle administrative sur les intercommunales;

3^o siège de l'intercommunale interrégionale : lieu de son établissement principal, au sens de l'article 110 de la loi portant le Code de droit international privé, situé sur le territoire d'une Région signataire du présent accord.

Art. 2. Critère de rattachement des intercommunales interrégionales

§ 1^{er}. Le droit applicable à l'intercommunale interrégionale est celui de la Région dont relèvent les personnes morales de droit public qui disposent ensemble de la plus grande part d'actionariat.

Toutefois, par dérogation à l'alinéa précédent, si une intercommunale plurirégionale compte davantage de clients finaux de distribution des services rendus par cette intercommunale dans une autre Région que celle visée à l'alinéa précédent, c'est le droit de cette Région qui est applicable.

Nonobstant ce qui précède et en tout état de cause :

- la Région flamande exercera la tutelle sur l'intercommunale dont la dénomination actuelle est Sibelgas (numéro d'entreprise BE 0229.921.078) et ce, quelle que soit sa dénomination à l'avenir;
- la Région bruxelloise exercera la tutelle sur l'intercommunale dont la dénomination actuelle est Vivaqua (numéro d'entreprise BE 0202.962.701) et ce, quelle que soit sa dénomination à l'avenir;
- la Région wallonne exercera la tutelle sur l'intercommunale dont la dénomination actuelle est Tecteo (numéro d'entreprise BE 0204.245.277) et ce, quelle que soit sa dénomination à l'avenir.

§ 2. Les intercommunales interrégionales existantes à la date d'entrée en vigueur du présent accord de coopération sont tenues, au plus tard un an après l'entrée en vigueur du présent accord de coopération :

- de se conformer aux règles internes d'organisation et de fonctionnement prévues pour les intercommunales par la Région dont le droit est applicable;
- d'offrir la faculté statutaire à une commune actionnaire faisant partie d'une autre région que celle où le droit est d'application, de sortir de l'intercommunale. Cette possibilité disparaît après un an à moins que le droit applicable n'offre de plus grandes possibilités.

§ 3. Le tribunal de première instance du lieu du siège de l'intercommunale interrégionale peut prononcer, à la requête soit d'un associé, soit d'un tiers intéressé, soit du Ministre compétent, la dissolution de l'intercommunale interrégionale qui n'aurait pas modifié ses statuts dans le délai prévu au paragraphe précédent.

Art. 3. Exercice de la tutelle administrative

§ 1^{er}. Est compétente pour exercer la tutelle administrative sur une intercommunale interrégionale, la Région dont le droit est applicable en vertu de l'article 2, § 1^{er}.

§ 2. Les délibérations des intercommunales interrégionales qui auraient fait l'objet d'une tutelle dans une des Régions concernées mais dont le droit n'est pas applicable en vertu de l'article 2, § 1^{er}, sont transmises pour information par l'intercommunale interrégionale à l'autorité de tutelle et au(x) gouvernement(s), ou à l'autorité désignée par celui (ceux)-ci, de la ou des Région(s) concernées.

Art. 4. Expropriations

Les autorisations d'expropriation sont accordées par la Région où est situé le bien à exproprier. L'autorisation d'expropriation ne peut être refusée qu'après consultation de la commission de concertation, visée à l'article 6.

Art. 5. Commission de concertation

Dans un souci de renforcer la coopération permanente entre les autorités régionales, est créée une Commission composée d'un représentant de chaque Ministre régional qui a l'exercice de la tutelle sur les intercommunales dans ses attributions et d'un représentant de chaque administration régionale.

Elle adopte son règlement d'ordre intérieur.

Celle-ci peut être saisie par un Gouvernement en cas de problème au sujet de l'exercice de la tutelle par la Région dont le droit est applicable en vertu de l'article 2, § 1^{er}, ou de toute question en lien avec la mise en œuvre du présent accord.

La Commission est chargée de faire rapport annuel aux Gouvernements sur son activité.

Art. 6. Suivi annuel

Sans préjudice des dispositions de l'article 2, § 1^{er}, alinéa 3, sur base des pièces justificatives qu'il définit, le comité de concertation constate, à l'unanimité, annuellement, le droit applicable à chacune des intercommunales interrégionales en exécution de l'article 2, § 1^{er}, alinéas 1^{er} et 2.

Lorsque le comité de concertation constate une modification du droit applicable à une intercommunale interrégionale, il informe l'intercommunale interrégionale du délai endéans lequel elle doit mettre ses règles internes d'organisation et de fonctionnement en conformité avec le nouveau droit applicable et l'informe des règles de contrôle de la Région dont le droit est applicable.

Art. 7. Divers

Chaque Partie contractante s'engage à informer les autres Parties contractantes de toute modification des dispositions ayant trait au fonctionnement des intercommunales et à l'exercice de la tutelle sur celles-ci.

Cette information porte également sur les dispositions relatives à la filialisation et aux filiales des intercommunales.

Art. 8. Entrée en vigueur

Le présent accord de coopération entre en vigueur le 1^{er} juillet 2014.

Bruxelles, le 13 février 2014, en autant d'exemplaires qu'il y a de Parties contractantes.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
K. PEETERS

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale chargé des Pouvoirs locaux,
R. VERVOORT

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
R. DEMOTTE

Le Vice-Ministre-Président du Gouvernement flamand et Ministre des affaires intérieures,
G. BOURGEOIS

Le Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville du Gouvernement wallon,
P. FURLAN

VERTALING
WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2014/202315]

13 FEBRUARI 2014. — Samenwerkingsakkoord tussen het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de gewestgrensoverschrijdende intercommunales

Gelet op artikel 162 van de Grondwet;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 92bis, § 2, d);

Gelet op het decreet van 6 juli 2001 houdende de intergemeentelijke samenwerking;

Gelet op het decreet van het Waalse Gewest van 27 mei 2004 houdende bekrachtiging van het besluit van de Waalse Regering van 22 april 2004 waarbij de regering gemachtigd wordt om de wetgeving over de plaatselijke besturen te codificeren (Waals Wetboek van de plaatselijke democratie en decentralisatie);

Gelet op de ordonnantie van 19 juli 2001 houdende regeling van het administratief toezicht op de intercommunales van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de wet van 22 december 1986 betreffende de intercommunales;

Overwegend dat het wenselijk is dat de volledige doeltreffendheid van het recht op vrijheid van vereniging aan de gemeenten gegarandeerd wordt;

Overwegende dat de drie gewesten, in uitvoering van bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, verplicht zijn om een akkoord af te sluiten voor de regeling van aangelegenheden die betrekking hebben op het administratief toezicht op de intercommunales waarvan het ambtsgebied de grenzen van een enkel gewest van het Koninkrijk overschrijdt;

Het Vlaamse Gewest, vertegenwoordigd door de Vlaamse Regering, in de persoon van zijn Minister van Bestuurszaken, Binnenlands Bestuur, Inburgering, Toerisme en Vlaamse Rand;

Het Waalse Gewest, vertegenwoordigd door de Waalse Regering, in de persoon van zijn Minister van de Plaatselijke Besturen en de Stad;

Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, vertegenwoordigd door de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, in de persoon van zijn Minister-President, die bevoegd is voor de lokale besturen;

hierna de "Contracterende Partijen" genoemd;

Zijn overeengekomen wat volgt :

Artikel 1. Definities

Voor de toepassing van dit akkoord, wordt verstaan onder :

1° gewestgrensoverschrijdende intercommunale : een vereniging opgericht door verscheidene gemeenten met welbepaalde oogmerken van gemeentelijk belang waarbij gemeenten uit meer dan één Gewest zijn aangesloten;

2° toepasselijk recht : het geheel van regelgeving vastgelegd door een gewest wat betreft :

- de organisatie en werking van de intercommunales;

- het bestuurlijk toezicht op de intercommunales

3° zetel van de gewestgrensoverschrijdende intercommunale : plaats van haar voornaamste vestiging, in de zin van artikel 110 van de Wet houdende het Wetboek van internationaal privaatrecht, gelegen op het grondgebied van een gewest dat dit akkoord ondertekent.

Art. 2. Aanhechtingscriterium van de gewestgrensoverschrijdende intercommunales § 1. Het op de gewestgrensoverschrijdende intercommunales toepasselijk recht is het recht van het gewest waaronder de aandeelhouders vallen die samen het grootste deel van de publiekrechtelijke aandeelhouders vormen.

Niettemin, in afwijking van het vorige lid, indien een gewestgrensoverschrijdende intercommunale meer eindverbruikers van haar distributiediensten telt in een ander gewest dan dat bedoeld in het vorige lid, is het recht van dat gewest van toepassing.